

Des voix: Bravo!

● (1620)

M. Clark: Cela est particulièrement vrai en matière économique. Il suffit de considérer d'un œil impartial les délibérations qui ont eu lieu en Chambre pendant qu'il a dirigé notre parti pour voir que si quelqu'un a su énoncer les politiques économiques à suivre, c'est bien lui. Qu'il s'agisse de l'indexation, dont le gouvernement a commencé par rire avant de l'adopter, ou de la politique des revenus qu'on a d'abord dénigrée avant de l'appliquer, c'est le député de Halifax qui a indiqué la voie. Grâce à ses dons de perspicacité et de courage, il aurait brillé à la tête du pays comme il a brillé à la direction de notre parti et de l'opposition.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Malgré mon désir de ne pas exagérer, je suis contraint de dire que le budget est très décevant, non seulement parce qu'il ne contient pas les mesures d'action économique qui seraient nécessaires au pays, mais encore parce qu'il est bien en-dessous de ce que beaucoup d'entre nous attendions du nouveau ministre des Finances. Je regrette tout spécialement que le ministre ne soit pas ici en ce moment, car j'ai à lui adresser un ou deux compliments qui l'auraient certainement surpris.

Une voix: Attention, il vient peut-être.

Une voix: Cela va le ramener.

M. Clark: Ceux d'entre nous qui ont eu à traiter avec le ministre des Finances alors qu'il occupait d'autres portefeuilles ont souvent différé d'opinion avec lui. Mais, toujours, nous avons discerné en lui la combativité de l'homme de parti, qualité qui est ici de rigueur et qui nous a amenés à le respecter. Nous reconnaissons ses aptitudes et la vigueur de son énergie, qui le pousse à relever les défis. Sans être souvent d'accord avec lui quant aux choix des défis ou à sa façon de les relever, nous devons admettre qu'il hésite rarement à s'y attaquer. C'est ce qui rend doublement décevant ce dernier travail qu'il nous présente. Il avait une magnifique occasion de donner une impulsion à l'économie, de donner le coup de barre qui nous aurait sortis de cette dérive dans laquelle le gouvernement se complait depuis le début presque de son mandat. Ce défi, il n'a malheureusement pas su le relever.

J'ai noté ce qu'il a dit de lui-même à l'extérieur de la Chambre: qu'il préférerait qu'on dise qu'il manque d'imagination au lieu de dire qu'il est imprudent. Je puis lui garantir, et garantir en même temps à ses collègues, que nous n'avons certainement pas pensé qu'il était audacieux le soir du budget quand nous l'avons entendu lire le discours rédigé à son intention. Tout ce que le ministre a dit d'encourageant à propos du budget, c'est qu'il songera sérieusement à en présenter un autre avant longtemps.

Bien sûr, le budget contient certaines bonnes propositions, bonnes, mais secondaires. Les mesures visant à favoriser l'économie d'énergie, même si elles n'auront pas la portée indiquée par le ministre qui a parlé avant moi; des déductions d'impôt sur le revenu plus élevées pour les frais de garderie; la révision du régime d'assurance-chômage et la réintégration des services de la Commission et des services de main-d'œuvre fédéraux. Ce sont toutes des mesures que notre parti préconise depuis quelque temps et que nous appuyons en principe.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je tiens à bien souligner qu'un budget présenté au Canada doit toujours, et surtout à cette époque, faire bien davantage que modifier les impôts. Il devrait

Le budget—M. Clark

donner une certaine orientation au pays. Le gouvernement a l'obligation, surtout maintenant, de fournir une orientation économique aux Canadiens.

[Français]

A ce moment particulier, le pays était en droit de s'attendre à un budget qui aurait fixé des orientations. Le dernier budget remontait à onze mois. Durant cette période, l'ancien ministre des Finances avait laissé son poste et tourné le dos à son parti, présumément à cause d'une divergence essentielle sur l'orientation économique. De plus, le gouvernement, qui avait gagné les élections en combattant les contrôles, a fait une volte-face et a présenté un programme de contrôles, programme imposé sans aucune consultation avec ses autres partenaires dans l'économie, programme dont les règles de base ont été modifiées au moins trois fois. Ensuite, le premier ministre a soulevé des inquiétudes considérables par ses propos sur une «nouvelle société économique», et il a entretenu ces inquiétudes en refusant aux Canadiens le droit de participer à la planification de la politique qui suivrait les contrôles, politique élaborée en secret par une élite de technocrates contrôlée par le premier ministre.

Ces trois événements: la démission du ministre, la volte-face du gouvernement sur la question des contrôles, et la mise au rancart apparente par le premier ministre des éléments essentiels au système économique canadien, tout cela a créé un sérieux climat d'inquiétude au Canada. En conséquence, le gouvernement avait une obligation, celle de dissiper cette inquiétude en énonçant dans le budget les orientations économiques qu'il entend donner au pays. Mais cette obligation, il l'a ignorée comme bien d'autres.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, le budget comporte des aspects inquiétants parce qu'il est plus dangereux que s'il omettait simplement de fournir les directives nécessaires. Il a soulevé certaines questions très concrètes et la politique gouvernementale telle qu'elle est exprimée dans le budget indique quelles sont les intentions du gouvernement en ce qui concerne les autres membres de l'économie canadienne.

Le gouvernement a encore une fois apporté des changements à la Commission de lutte contre l'inflation. Ce n'est pas la première fois qu'il apporte des changements importants au mandat et aux pouvoirs de la Commission d'une façon qui a engendré de l'incertitude et aggravé les difficultés administratives. Les changements en soi sont graves, mais ce que je veux dire, c'est que des modifications aussi fréquentes à cet organisme très puissant indiquent que le gouvernement ne comprend pas que le monde des affaires du Canada peut accepter des règles strictes. Les hommes d'affaires du Canada n'éprouvent pas de difficultés à respecter des règles strictes, mais ils ont des problèmes quand les règles changent constamment et que la situation est incertaine.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Ce serait autre chose s'il était rare que le gouvernement crée consciemment l'incertitude dans le climat économique du Canada, mais malheureusement c'est devenu une habitude. La publication récente des règlements sur les terres septentrionales après six ans de retard et la politique sur la concurrence en sont des manifestations. C'est une habitude qui remonte à l'existence du présent gouvernement et révèle qu'il est essentiellement incapable de comprendre la nécessité d'un climat de certitude pour faire progresser la libre entreprise dans l'économie canadienne.